

la pOLitique

une bonne nouvelle

Politique Bonne Nouvelle – Note de synthèse relative au débat du jeudi 31 Janvier 2019

« Crise : entrons en dialogue »

Introduction

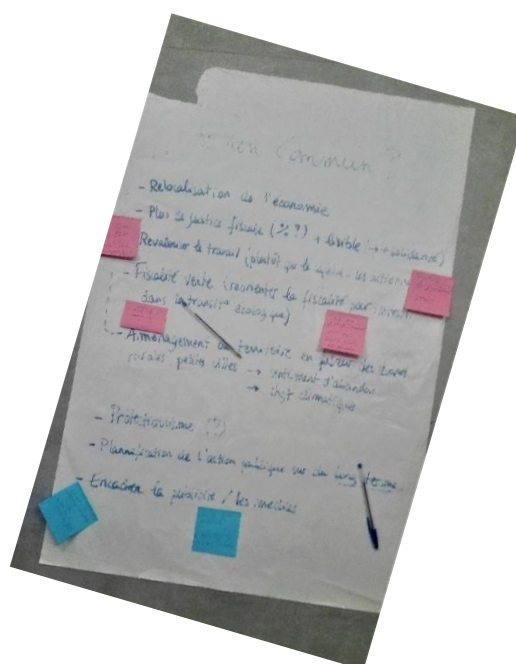
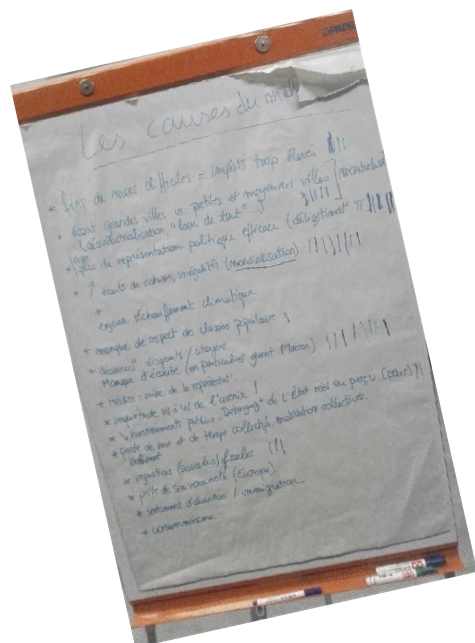
Suite au mouvement social dit des « gilets jaunes », la **Conférence des Evêques de France** a lancé un appel, invitant les catholiques de France et leurs concitoyens à constituer des espaces d'échange en vue de réfléchir au sujet des fractures qui affectent la société française, et de proposer des solutions de sortie de crise.

L'association PBN a souhaité répondre à l'appel lancé par la Conférence des Evêques de France, en organisant un espace de réflexion sur la crise dite des « gilets jaunes ». Crise politique et sociale qui révèle les failles profondes de la société française et qui invite les citoyens, dont les fidèles chrétiens, à réfléchir collectivement au bien commun.

Lieu d'échange, l'association PBN a rassemblé une quinzaine de citoyens, femmes et hommes aux profils et parcours variés, qui ont essayé d'aborder les différentes causes et solutions à la crise, en vue d'une construction d'une démocratie sereine et apaisée.

Les débats animés par le Père Grégoire Catta, se sont déroulés en deux étapes :

- une première étape d'identification et de hiérarchisation des causes,
 - suivie d'une seconde étape portée sur la formulation de solutions de sortie de crise.
- Concernant la seconde phase de réflexion, 3 groupes thématiques ont été constitués : deux sur le « bien commun » et un sur le renouveau de la démocratie.



Lors de la première étape de réflexion, ont été identifiées deux causes principales au mal être social exprimé par les gilets jaunes : la **crise de la représentation politique**, et le **système de production économique et social mondialisé** perçu comme intrinsèquement inégalitaire.

- a) Sur le plan politique, ressort un sentiment de **déconnexion** des élites politiques dirigeantes par rapport aux préoccupations et aspirations de leurs concitoyens. Le **manque d'écoute**, la cristallisation sur la personne du Président de la République et sur son gouvernement génèrent un sentiment de défiance d'une partie de la population vis-à-vis de ses représentants. Des mesures fiscales prises par le gouvernement (notamment la transformation/diminution de l'ISF) sont perçues comme injustes et illustreraient, pour certains, la méconnaissance des conditions de vie d'une partie de la population par les politiques. Ce sentiment est renforcé par le manque de respect envers les gilets jaunes qui semble traduire un mépris de leurs aspirations.
- b) Sur le plan socio-économique, **la mondialisation est perçue comme une source essentielle d'un déséquilibre croissant**, entre les grandes aires urbaines mondialisées (métropoles et grandes villes) et les zones périphériques (villes moyennes et territoires ruraux) frappées par la désindustrialisation. Le rejet de la mondialisation s'accompagne d'un sentiment d'impuissance ou d'inaction de l'Etat, incapable de protéger les plus faibles - le désengagement de l'Etat dans les zones périphériques se mesure à travers la raréfaction des services publics de proximité.
- c) Enfin, les fins de mois difficiles accentuées par les mesures fiscales jugées injustes créent chez une partie de la population une véritable **angoisse vis-à-vis de l'avenir**, un frein pour imaginer le futur avec sérénité.

Suite à la réflexion collective portant sur la nature des causes de la crise des gilets jaunes, différentes propositions structurelles, politiques, fiscales, socio-économiques ont été formulées :

- a) Face au sentiment d'exclusion exprimé par les habitants des villes moyennes et zones rurales, sur le plan économique il a été proposé une **réorientation de la politique d'aménagement du territoire en faveur des territoires fragilisés** : équiper les territoires en termes d'infrastructures et de services publics, relocaliser les facteurs de production dans les territoires aujourd'hui décimés par la désindustrialisation. La revitalisation des zones fragilisées devrait cependant tenir compte des enjeux climatiques et respecter l'identité, le patrimoine naturel et l'équilibre écologique de ces territoires.
- b) La **revalorisation de la valeur travail** est une aspiration partagée par de nombreux citoyens qui se sentent précarisés. Ces derniers estiment que la faiblesse de leurs revenus ne récompense pas justement leurs efforts. Il paraît nécessaire de viser une répartition plus juste des fruits du travail entre salariés et actionnaires.
- c) Face au sentiment d'injustice fiscale il est nécessaire aujourd'hui de promouvoir une **politique fiscale équitable et lisible pour tous**. La politique fiscale apparaît aujourd'hui trop complexe et inégalitaire car les plus faibles ont l'impression de fournir plus d'efforts sur le plan fiscal que les plus aisés. En témoigne la situation des GAFAs et entreprises multinationales qui grâce à l'optimisation fiscale paient moins d'impôt que les PME. En raison des enjeux climatiques, certains proposent l'instauration d'une **fiscalité verte**, afin de promouvoir les projets et comportements eco-responsables et mettre en œuvre la transition écologique et énergétique.
- d) Face à la logique de marché sans entraves qui paraît dominer la sphère économique, il est nécessaire de mettre en œuvre une **régulation de la mondialisation par le pouvoir politique**. Il y a aujourd'hui une aspiration profonde des plus faibles à se sentir protégés, face au marché tout puissant. A ce titre la mise en place d'un protectionnisme intelligent à **l'échelle européenne** peut être une piste de solution à explorer.
- e) La crise des gilets jaunes a révélé la volonté des citoyens à être acteurs du processus de décision publique. Le besoin de **renouveler les pratiques de la démocratie** représentative est aujourd'hui manifeste. Parmi les solutions visant à améliorer la représentativité on notera la prise en compte du vote blanc, le renforcement des droits des parlementaires, le renforcement de l'échelon local (décentralisation), la réforme du mode de scrutin (introduction d'une dose de proportionnelle).
- f) Enfin face aux scandales politiques qui ont éclaboussé la scène politique, il est aujourd'hui nécessaire d'appliquer l'égalité devant la loi, en particulier **que les élus ne bénéficient pas de privilèges devant la loi**. Il y a un besoin d'exemplarité fortement ressentie dans l'opinion publique.